

SÉNAT DE BELGIQUE

SESSION DE 1999-2000

30 MAI 2000

Proposition de loi relative au statut du sportif rémunéré

(Déposée par M. Jean-Marie Dedecker)

DÉVELOPPEMENTS

L'insertion des sportifs de haut niveau dans la vie sociale et professionnelle à l'issue de leur carrière sportive constitue un problème de société.

Les conditions d'accès à un emploi devenant de plus en plus sévères, le sportif de haut niveau se trouve presque toujours en situation d'infériorité. Le temps consacré aux entraînements, l'allongement des périodes de compétitions et la fréquence de celles-ci lui permettent de moins en moins de construire son avenir professionnel.

Le développement du sport en a fait la onzième industrie au monde, mais nos sportifs demeurent le plus souvent des analphabètes sociaux.

Certes, les grandes fédérations sportives et les clubs professionnels procurent à leurs élites une formation et même un emploi. De plus, durant la période relativement courte où ils restent au sommet, les sportifs professionnels peuvent se constituer une réserve financière pour préparer leur avenir. Des formules ont d'ailleurs été mises au point pour préparer l'après-carrière, telle l'assurance-groupe organisée par les clubs professionnels de football. Mais cela ne vaut que pour les footballeurs.

La plupart des fédérations sportives ne disposent pas de moyens très importants et les revenus des athlètes de haute compétition ne sont absolument pas

BELGISCHE SENAAAT

ZITTING 1999-2000

30 MEI 2000

Wetsvoorstel betreffende het statuut van de betaalde sportbeoefenaar

(Ingediend door de heer Jean-Marie Dedecker)

TOELICHTING

De opname van topsporters in het sociale en het beroepsleven na hun sportcarrière vormt een maatschappelijk probleem.

In het licht van de steeds toenemende vereisten om in aanmerking te komen voor een arbeidsplaats, bevindt de topsporter zich bijna altijd in een minderwaardige positie. De tijd geïnvesteerd in de trainingen, de verlenging van de competitieperiodes en de veelvuldigheid ervan laten hem minder toe zijn beroepsmatige toekomst uit te bouwen.

Sport is uitgegroeid tot de elfde industrie in de wereld; onze sporters nochtans blijven meestal sociale analfabeten.

Het staat wel buiten kijf dat grote sportieve federaties en grote professionele clubs hun elites opleiding en zelfs een betrekking verschaffen. Bovendien kunnen de beroepssporters gedurende de relatief korte periode dat ze aan de top staan, een financiële reserve opbouwen om in hun toekomst te kunnen voorzien. Systemen zijn trouwens uitgebouwd om de nacarrière voor te bereiden, zoals de groepsverzekering georganiseerd door de professionele voetbalclubs. Doch dit geldt enkel voor voetballers.

De meerderheid van de sportfederaties beschikt niet over noemenswaardige middelen en de inkomsten van atleten uit topcompetities zijn gezinszins te

comparables à ceux des footballeurs vedettes des grands clubs ou des coureurs cyclistes des grandes équipes.

Pour la plupart des élites sportives, l'avenir professionnel constitue donc un problème réel et qui se pose avec de plus en plus d'acuité.

En dépit des flux d'argent considérables qui irriguent le monde du sport, la situation financière de nos structures et de nos clubs sportifs peut souvent être qualifiée de pénible.

Le 29 novembre 1999, le ministre des Affaires sociales et des Pensions a donné à une question parlementaire relative aux arriérés de paiement des cotisations d'ONSS des clubs de football de première et de deuxième division, la réponse ci-après :

« Au 1^{er} janvier 1999, la situation était la suivante :

1. En première division nationale, neuf clubs (sur un total de 18) présentaient des arriérés pour un montant de 50 025 638 francs;
2. En deuxième division nationale, 14 clubs (sur 18 également) présentaient des arriérés pour un montant de 93 945 093 francs.

La moitié des clubs de première division et presque trois clubs sur quatre (71,26 %) en deuxième division sont aux prises avec des arriérés de cotisations pour leurs salariés.

La situation est également préoccupante dans d'autres sports d'équipe. Les arriérés des équipes de basket-ball de première division s'élèvent à quelque 12 millions de francs. Les diverses faillites qui ont frappé le volley-ball ces dernières années soulignent aussi l'atmosphère de crise qui règne dans le monde du sport.

La sécurité juridique et la sécurité de l'emploi des sportifs professionnels affiliés aux équipes confrontées à des problèmes financiers sont donc très précieuses. Le plus souvent, les arriérés de cotisations d'ONSS dénotent encore d'autres problèmes financiers et ne constituent que la partie visible de l'iceberg.

La présente proposition de loi vise à assurer la sécurité juridique du sportif rémunéré en prévoyant qu'il ne devra pas nécessairement conclure un contrat de travail avec son équipe mais qu'il pourra être employé directement par l'organisme coordinateur de celle-ci.

L'application pratique de la loi du 24 février 1978 a engendré une discrimination entre le sportif individuel et le sportif rémunéré affilié à un club. Certaines fédérations sportives fortunées comme la Ligue vélocipédique belge, ont résolu le problème en percevant elles-mêmes les cotisations d'ONSS : 18 036 francs par trimestre, soit 72 144 francs par an, pour l'an 2000. Chaque groupe sportif doit payer, par coureur, une cotisation de groupe de 255 000 francs (cotisation patronale ONSS 25,43 %, assurance-loi 14,69 % +

vergelijken met die van stervoetballers in grote clubs of van wielrenners in grote ploegen.

Voor het merendeel van de sportieve elites, vormt de professionele toekomst dus een reëel, groeiend probleem.

Niettegenstaande de grote geldstromen in de sport is de financiële toestand van onze sportstructuren en dito clubs dikwijls als pijnlijk te omschrijven.

Op 29 november 1999 antwoordde de minister van Sociale Zaken en Pensioenen op een parlementaire vraag over de achterstallige betaling van RSZ-bijdragen bij voetbalclubs uit eerste en tweede afdeling als volgt :

« Per 1 januari 1999 was de situatie de volgende :

1. In de eerste nationale voetbalafdeling hadden negen clubs (op een totaal van 18) een achterstand van 50 025 638 frank;
2. In de tweede nationale hadden 14 clubs (eveneens op 18) een achterstand van 93 945 093 frank.

De helft van de clubs uit eerste afdeling en bijna drie clubs op vier (71,26 %) uit tweede, worstelen met achterstallige bijdragen voor hun werknemers.

Ook bij andere ploegsporten is de toestand zorgwekkend. De achterstand bij de basketbalploegen in eerste afdeling bedraagt zo'n 12 miljoen frank. Diverse faillissementen in het volleybal over de voorbije jaren beklemtonen ook de crisissfeer in de sportwereld.

De rechts- en arbeidszekerheid van de aangesloten beroepssporters bij de ploegen die met financiële problemen worstelen is derhalve zeer wankel. Achterstand in de RSZ-bijdragen wijst meestal op nog andere financiële problemen en is enkel het zichtbare topje van de ijsberg.

Dit wetsvoorstel beoogt de rechtszekerheid van de betaalde sportbeoefenaar door te bepalen dat hij niet noodzakelijk een arbeidsovereenkomst moet afsluiten met zijn ploeg, maar rechtstreeks bij de overkoepelende organisatie tewerkgesteld kan worden.

De praktische toepassing van de wet van 24 februari 1978 heeft een discriminatie geschapen tussen de individuele sportbeoefenaar en de bij een club aangesloten betaalde sportbeoefenaar. Sommige kapitaalkrachtige sportfederaties, zoals de Belgische Wielrijdersbond, hebben dit probleem ondervangen door zelf de RSZ-bijdragen te innen : 18 036 frank per kwartaal of 72 144 frank per jaar voor het jaar 2000. Elke sportgroep dient per renner een groepsbijdrage te betalen van 255 000 frank (patronale bijdrage RSZ

5,5 % de frais et charges, coût du secrétariat social 0,71 % + 480 francs de cotisation fixe), faute de quoi aucune licence n'est délivrée.

Les sportifs individuels (nageurs, joueurs de tennis de table, judokas, ...) exercent actuellement leurs activités sous des statuts précaires, contrats d'intérim, statut de faux indépendant, travail intérimaire, contractuels subventionnés, qui leur garantissent un filet social minimal, mais sans pouvoir bénéficier des conditions et des avantages offerts par la loi du 24 février 1978, tels que l'assurance-groupe et ses avantages fiscaux.

Leurs employeurs, en réalité généralement des parastataux et des pouvoirs publics (villes et communes), ne peuvent pas non plus bénéficier des réductions de cotisations sociales ni recourir au système de l'assurance-groupe (comme il est d'usage dans les grands clubs de football) pour les sportifs qu'ils emploient. La modification apportée par la loi proposée met fin à cette discrimination.

Des approches empiriques comparatives peuvent apporter une réponse satisfaisante. En France — où il existe un tel système de liste des sportifs de haut niveau (voir le rapport du 5 octobre 1994 fait à l'assemblée nationale par le député Auberger) — on a recensé un total de 857 athlètes figurant sur la liste des sportifs de haut niveau.

Une extrapolation pour la Belgique donnerait de 80 à 100 personnes susceptibles d'être reconnues dans notre pays comme sportifs de haut niveau, en plus des structures déjà existantes pour les footballeurs, les coureurs cyclistes, ...

Cette évaluation est du reste étayée par les projets des autorités sportives belges, qui sont récemment arrivées à un total comparable si l'on considère le nombre des sportifs de haut niveau. La liste des athlètes olympiques présélectionnés ne comporte jamais plus de 100 noms. Si l'on y ajoute les sportifs des disciplines non olympiques, un doublement de ce chiffre serait réaliste.

Il faut également constater que certains d'entre eux trouvent eux-mêmes un emploi, ce qui exclurait un recours de leur part au système proposé dans la présente proposition de loi.

On peut conclure que la limitation des cotisations patronales n'entraînerait pas de pertes sérieuses pour la sécurité sociale, que la sécurité juridique du sportif s'en trouverait renforcée, que le recouvrement de ces cotisations resterait garanti et qu'en outre, il serait mis fin à la discrimination entre sportifs.

COMMENTAIRE DES ARTICLES

Article 2

Cet article habilite le Roi à dresser, après avis de la Commission nationale paritaire des sports, la liste des

25,43 %, verzekering wet 14,69 % + 5,5 % kosten en lasten, kosten sociaal secretariaat 0,71 % + 480 frank vaste bijdrage) zoniet wordt er geen licentie afgeleverd.

Individuele sportbeoefenaars (zwemmers, tafeltennissers, judoka's...) bewegen zich thans in nepstatuten, interimcontracten, schijnzelfstandigheid, uitzendarbeid, GEKO en dergelijke meer, die hun een minimaal sociaal vangnet verzekeren, zonder evenwel te kunnen genieten van de voorwaarden en de voordelen geboden door de wet van 24 februari 1978, zoals de groepsverzekering met dito fiscale voordelen.

Ook hun werkgevers, in werkelijkheid meestal parastatale instellingen en de overheid (steden en gemeenten) kunnen niet genieten van de verminderde sociale bijdragen of kunnen het systeem van de groepsverzekering (zoals in gebruik bij de voetbalclubs) niet toepassen voor hun werknemer-sporter. Onderhavige wetswijziging heft deze discriminatie volledig op.

Vergelijkende empirische benaderingen kunnen een bevredigend antwoord verschaffen. In Frankrijk — waar een dergelijk systeem van lijst van topsporters bestaat, — *cf.* het verslag van 5 oktober 1994 aan de Kamer door volksvertegenwoordiger Auberger, becijferde men een totaal van 857 atleten, opgenomen in de topsporterslijst.

Een extrapolatie naar België toe zou bijkomend 80 à 100 personen opleveren die in ons land als topsporter zouden kunnen worden erkend naast de reeds bestaande structuren voor voetballers, wielrenners ...

Deze evaluatie is trouwens gestaafd door de projecten van de Belgische sportautoriteiten welke recentelijk een gelijkaardig totaal bereikten, wanneer men het aantal sportbeoefenaars beschouwt van hoog niveau. De lijst van voorgeselecteerde olympische atleten bedraagt nooit meer dan 100 personen. Aangevuld met sporters uit niet-olympische disciplines zou een verdubbeling van het aantal realistisch zijn.

Ook dient men vast te stellen dat verscheidene van hen, zelf een betrekking vinden, wat zou uitsluiten dat zij een beroep zouden doen op het systeem voorgesteld in dit wetsvoorstel.

Men kan besluiten dat de beperking van de patronale bijdragen geen ernstig verlies zouden opleveren voor de sociale zekerheid, de rechtszekerheid van de sportbeoefenaar wordt verhoogd, het incasso van de bijdragen gewaarborgd blijft en bovendien de discriminatie tussen sporters opgeheven wordt.

TOELICHTING BIJ DE ARTIKELEN

Artikel 2

Dit artikel verleent aan de Koning de bevoegdheid om, na advies van het nationaal paritair comité voor

fédérations sportives et/ou de leurs organes de coordination auxquels la loi proposée peut être rendue applicable. Cette habilitation doit permettre de réagir rapidement aux modifications du paysage sportif.

Article 3

Cet article fait de la fédération sportive ou de l'organe de coordination l'employeur des sportifs affiliés chez eux auxquels ils délivrent une attestation, mais ce uniquement en ce qui concerne le paiement de la sécurité sociale.

Cette idée s'inspire de ce qui existe déjà pour les coureurs cyclistes, dont la Ligue vélocipédique belge est considérée fictivement comme étant l'employeur.

Article 4

Cet article dispose que le sportif, pour relever de l'application de la loi proposée, doit demander lui-même une attestation à sa fédération sportive, ne peut pas exercer son sport sous l'autorité et la direction d'une autre personne (sinon c'est la loi du 24 février 1978 relative au contrat de travail du sportif rémunéré qui s'applique) et doit s'acquitter d'un versement anticipé. Ce versement anticipé doit permettre aux fédérations sportives de veiller à ce que le sportif paie bel et bien la cotisation sociale.

Pour prévenir les abus, le Roi peut, après avis de la Commission nationale paritaire des sports, imposer éventuellement des conditions supplémentaires.

Article 5

Cet article prévoit qu'une attestation n'est valable que pour l'année civile en cours et doit être redemandée chaque année par le sportif. En vue de garantir la continuité, il est prévu qu'une nouvelle attestation peut être demandée à partir d'un mois avant l'expiration de la durée de validité de l'attestation déjà obtenue.

Article 6

Cet article prévoit ce qu'il advient lorsqu'une fédération sportive ou un organe faitier refuse une attestation ou ne donne pas suite à une demande. Les litiges sont portés devant le tribunal du travail (*cf.* l'article 11).

Article 7

Cet article fixe le montant du versement anticipé à acquitter avant qu'une attestation puisse être délivrée. Ce montant est égal aux cotisations sociales

de Sport, een lijst op te stellen van de sportfederaties en/of hun overkoepelende organen die in aanmerking komen voor de toepassing van deze wet. Dit moet het mogelijk maken snel te reageren op wijzigingen in het sportlandschap.

Artikel 3

Dit artikel maakt de sportfederatie of het overkoepelende orgaan werkgever, doch enkel wat betreft de betaling van de sociale zekerheid, voor de bij hen aangesloten leden waaraan zij een attest verlenen.

Dit idee werd overgenomen van de reeds bestaande toestand bij de wielrenners, waarvoor de Belgische Wielerbond fictief als werkgever beschouwd wordt.

Artikel 4

Dit artikel bepaalt dat een sportbeoefenaar, om onder de toepassing van deze wet te vallen, zelf een attest moet aanvragen bij zijn sportbond, zijn sport niet onder gezag en leiding mag beoefenen (zometer is de wet van 24 februari 1978 betreffende de arbeidsovereenkomst voor betaalde sportbeoefenaars van toepassing) en een voorafbetaling dient te storten. Die voorafbetaling moet de sportbonden toelaten erop te letten dat de sportbeoefenaar de sociale bijdrage wel degelijk betaalt.

Om misbruiken te vermijden kan de Koning, na advies van het nationaal paritair comité voor de Sport, eventueel bijkomende voorwaarden opleggen.

Artikel 5

Dit artikel bepaalt dat een attest slechts geldt voor het lopende kalenderjaar en jaarlijks opnieuw dient te worden aangevraagd door de sportbeoefenaar. Om de continuïteit te waarborgen wordt erin voorzien dat een nieuw attest kan worden aangevraagd vanaf één maand vóór het verstrijken van de geldigheidsduur van het reeds bekomen attest.

Artikel 6

Dit artikel omschrijft wat er gebeurt wanneer een attest door een sportbond of overkoepelend orgaan geweigerd wordt of wanneer deze niet reageren op een aanvraag. Betwistingen worden voorgelegd aan de arbeidsrechtbank (*cf.* artikel 11).

Artikel 7

Dit artikel bepaalt het bedrag van de voorafbetaling vooraleer een attest afgeleverd kan worden. Dit bedrag is gelijk aan de sociale bijdragen die in de loop

dont le sportif sera redevable au cours de l'année civile et concerne tant ses cotisations personnelles que les cotisations patronales.

Étant donné que, par analogie avec la loi relative au contrat de travail du sportif rémunéré, ces cotisations sont calculées d'après un montant fictif que le Roi fixe annuellement, le montant en question peut parfaitement être déterminé.

Article 8

Cet article fixe la période pendant laquelle le sportif bénéficie de l'assurance sociale ainsi que les secteurs de la sécurité sociale qui lui sont applicables.

Article 9

Comme l'objet de la loi proposée est d'assimiler le statut du sportif individuel à celui du sportif rémunéré occupé dans une équipe, cet article prévoit des dispositions identiques à celles relatives à l'assurance-groupe.

Article 10

En vue d'assimiler sur le plan fiscal les sportifs qui ressortissent à la loi du 24 février 1978 et les autres, cet article fixe l'âge auquel peut prendre fin l'assurance-vie ou l'épargne-pension du sportif ainsi que le pourcentage d'impôt qui lui est applicable et il introduit la même limite d'âge que celle qui s'applique au sportif rémunéré pour l'assurance-groupe.

Article 11

Cet article dispose que les tribunaux du travail sont compétents pour les litiges qui résultent de la loi proposée et règle en outre la compétence territoriale.

*
* *

van het kalenderjaar door de sportbeoefenaar verschuldigd zal zijn en betreft zowel zijn persoonlijke als de patronale bijdragen.

Vermits naar analogie van de wet op de betaalde sportbeoefenaar, die bijdragen berekend worden op een fictief bedrag dat de Koning jaarlijks vaststelt, kan dit bedrag perfect bepaald worden.

Artikel 8

Dit artikel bepaalt de periode waarvoor de sportbeoefenaar sociaal verzekerd is, alsmede de onderdelen van de sociale zekerheid die van toepassing zijn.

Artikel 9

Aangezien het de bedoeling van de wet is het statuut van de individuele sporter gelijk te stellen met dit van de betaalde sportbeoefenaar die in een ploeg tewerkgesteld is, worden in dit artikel dezelfde bepalingen als die betreffende de groepsverzekering voorzien.

Artikel 10

Om de gelijkschakeling op fiscaal vlak tussen de sportbeoefenaars die ressorteren onder de wet van 24 februari 1978 en de anderen te bekomen, bepaalt dit artikel de leeftijd waarop de levensverzekering of het pensioensparen van de sportbeoefenaar ten einde kan lopen, het percentage aan belasting dat er op van toepassing is en wordt tevens een beperking ingebouwd gelijk aan die voor de groepsverzekering waarvan gebruik gemaakt wordt voor de betaalde sportbeoefenaar.

Artikel 11

Bepaalt dat de arbeidsrechtbanken bevoegd zijn voor de geschillen die uit de wet voortvloeien en regelt eveneens de territoriale bevoegdheid.

Jean-Marie DEDECKER

*
* *

PROPOSITION DE LOI**Article 1^{er}**

La présente loi règle une matière visée à l'article 78 de la Constitution à l'exception de l'article 11, qui règle une matière visée à l'article 77 de la Constitution.

Art. 2

Le Roi dresse, après avis de la Commission nationale paritaire des sports, la liste des fédérations sportives et/ou de leurs organes de coordination auxquels la présente loi est applicable.

Art. 3

La fédération sportive ou l'organe de coordination est censé, uniquement pour le paiement de la sécurité sociale, être l'employeur des sportifs y affiliés et auxquels la fédération sportive ou l'organe de coordination a délivré une attestation de sportif.

Art. 4

Le Roi fixe, après avis de la Commission nationale paritaire des sports, les conditions de délivrance d'une attestation de sportif.

L'attestation est également délivrée à tout sportif qui :

- 1^o en fait la demande;
- 2^o ne tire aucun revenu, en vertu d'un rapport d'autorité, de la participation ou de la préparation à une compétition ou une exhibition sportive;
- 3^o s'est acquitté du versement anticipé.

Art. 5

La fédération sportive ou l'organe de coordination délivre l'attestation dans le mois de la réception du versement anticipé. L'attestation est valable à partir de la date de réception de la garantie et jusqu'à la fin de l'année civile en cours.

Une prolongation peut être demandée par le sportif à partir d'un mois avant l'expiration de la durée de validité.

Art. 6

Si la fédération sportive ou l'organe de coordination refuse de délivrer une attestation, elle ou il doit,

WETSVOORSTEL**Artikel 1**

Deze wet regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 78 van de Grondwet met uitzondering van artikel 11 dat een aangelegenheid regelt als bedoeld in artikel 77 van de Grondwet.

Art. 2

De Koning stelt, op advies van het paritair comité voor de Sport, een lijst op van de sportfederaties en/of hun overkoepelende organen die voor de toepassing van deze wet in aanmerking komen.

Art. 3

De sportfederatie of het overkoepelend orgaan wordt geacht werkgever te zijn, doch enkel voor de betaling van de sociale zekerheid van de bij hen aangesloten sportbeoefenaars waaraan zij een attest van sportbeoefenaar hebben uitgereikt.

Art. 4

De Konings bepaalt, na advies van het paritair comité voor de Sport, de voorwaarden voor de uitreiking van een attest van sportbeoefenaar.

Het attest wordt eveneens uitgereikt aan elke sportbeoefenaar die :

- 1^o erom verzoekt;
- 2^o niet onder een gezagsrelatie inkomsten put uit deelname aan of voorbereiding op een sportcompetitie of -exhibitie;
- 3^o de voorafbetaling heeft gestort.

Art. 5

De sportfederatie of het overkoepelend orgaan reikt het attest uit binnen een maand na ontvangst van de voorafbetaling. Het attest is geldig vanaf de datum van ontvangst van de waarborg tot het einde van het lopende kalenderjaar.

Verlenging kan door de sportbeoefenaar aangevraagd worden vanaf één maand voor het verstrijken van de geldigheidsduur.

Art. 6

Indien de sportfederatie of het overkoepelend orgaan weigert een attest te bezorgen, dan moet zij de

par décision motivée, en aviser le sportif dans le mois sous pli recommandé et rembourser le versement anticipé.

Si la fédération sportive ou l'organe de coordination ne donne aucune suite dans le mois à la demande d'attestation du sportif, celui-ci est automatiquement réputé en possession d'une attestation.

Art. 7

Le versement anticipé visé à l'article 4 est égal au total des cotisations patronales et salariales dues au cours de l'année civile, calculées sur le montant fictif indexé chaque année par arrêté royal, tel qu'il est fixé aux articles 2, § 1^{er}, et 10 de la loi du 24 février 1978 relative au contrat de travail du sportif rémunéré.

Art. 8

Tout sportif en possession d'une attestation délivrée par sa fédération sportive ou l'organe de coordination relève immédiatement, c'est-à-dire à partir de la date initiale de l'attestation, de l'application de la législation en matière d'assurance obligatoire contre la maladie et l'invalidité, d'assurance-chômage, d'allocations familiales des travailleurs salariés, de pensions de retraite et de survie, sans préjudice des délais d'attente prévus par la loi.

Art. 9

L'article 145.1 du Code des impôts sur les revenus 1992 est applicable aux primes payées par le sportif en possession d'une attestation à titre de cotisations à une assurance contre la vieillesse et le décès prématuré.

Art. 10

Les capitaux ou rentes acquis par le sportif sur la base de la prime payée en vertu de l'article 9 peuvent être prélevés dès que le sportif a atteint l'âge de 35 ans, à la condition qu'il ait, au moment de leur paiement, cessé son activité sportive rémunérée.

Art. 11

Les litiges relatifs à l'application de la présente loi relèvent de la compétence du tribunal du travail dans le ressort duquel est situé le domicile du sportif.

sportbeoefenaar hiervan binnen een maand aangetekend op de hoogte brengen door middel van een met redenen omkleed besluit en stort zij de voorafbetaling terug.

Wanneer de sportfederatie of het overkoepelend orgaan niet binnen een maand reageert op de attestaanvraag van de sportbeoefenaar, wordt de sportbeoefenaar automatisch geacht in bezit te zijn van een attest.

Art. 7

De in artikel 4 bedoelde voorafbetaling is gelijk aan het totaal van werkgevers- en werknemersbijdragen dat in de loop van het kalenderjaar verschuldigd is, berekend op het fictieve bedrag dat jaarlijks bij koninklijk besluit geïndexeerd wordt, zoals bepaald bij artikel 2, § 1, en artikel 10 van de wet van 24 februari 1978 betreffende de arbeidsovereenkomst voor betaalde sportbeoefenaars.

Art. 8

Elke sportbeoefenaar die in het bezit is van een attest uitgereikt door zijn sportfederatie of het overkoepelend orgaan valt met onmiddellijke ingang, zijnde de begindatum van het attest, onder de toepassing van de wetgeving betreffende de verplichte ziekte- en invaliditeitsverzekering, de werkloosheidsverzekering, de kinderbijslag voor werknemers, de rust- en overlevingspensioenen, onverminderd de bij wet gestelde wachttijden.

Art. 9

Op de premies door de sportbeoefenaar, in bezit van een attest, betaald als bijdragen voor een verzekering tegen ouderdom en vroegtijdige dood is artikel 145.1 van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992 van toepassing.

Art. 10

De kapitalen of renten door de sportbeoefenaar verworven op grond van de volgens artikel 9 betaalde premie kunnen opgevraagd worden van zodra de sporter de leeftijd van 35 jaar heeft bereikt, op voorwaarde dat hij bij de uitbetaling ervan zijn betaalde sportactiviteit heeft gestaakt.

Art. 11

Geschillen over de toepassing van deze wet behoren tot de bevoegdheid van de arbeidsrechtbank, bevoegd voor de woonplaats van sportbeoefenaar.

Si le sportif est domicilié en dehors du Royaume, c'est le tribunal du travail de l'arrondissement dans lequel la fédération est établie qui est compétent.

Art. 12

La présente loi entre en vigueur à une date fixée par le Roi.

Wanneer de sportbeoefenaar zijn woonplaats buiten het Rijk heeft, is de arbeidsrechtbank van het arrondissement waar de federatie gevestigd is bevoegd.

Art. 12

Deze wet treedt in werking op een door de Koning te bepalen datum.

Jean-Marie DEDECKER.